	Pages
ARRETE du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du 16 décembre 1965, relatif au paiement d'amendes forfaitaires pour contraventions aux règlements sur l'hygiène et la police sanitaire dans la Commune de Ghardimaou	1667
ARRETES du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du 21 octobre 1965, déclarant d'utilité publique l'acquisition d'immeubles appartenant à la Société Nationale Immobilière de Tunisie (rectificatif)	1669
SECRETARIAT D'ETAT AU PLAN ET A L'ECONOMIE NATIONALE	
NOMINATION d'un membre au Conseil d'Administration de la Société Tunisienne de Diffusion	1669
SECRETARIAT D'ETAT A LA SANTE PUBLIQUE	
TABLEAUX d'avancement	1669
AVIS ET COMMUNICATIONS	
SECRETARIAT D'ETAT A L'INTERIEUR	
AVIS de clôture des opérations de recensement dans les Communes de Sousse, Ksibet EL-Médiouni, Sbiba et Sbeitla	1671
SECRETARIAT D'ETAT AU PLAN ET A L'ECONOMIE NATIONALE	
AVIS d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes ..	1672
AVIS aux importateurs et aux exportateurs	1672
AVIS de mise en recouvrement des rôles de contribution personnelle de l'Etat	1673
EMPRUNT national pour l'industrialisation 5 % 1957	1674
AVIS d'agrément d'un représentant responsable d'une compagnie d'assurances	1674
BREVETS d'invention	1674
SECRETARIAT D'ETAT AUX POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES	
AVIS relatif aux taux des surtaxes aériennes	1675
BANQUE CENTRALE DE TUNISIE	
SITUATION de la Banque Centrale de Tunisie	1676
TRIBUNAL IMMOBILIER DE TUNISIE	
AVIS de réquisition	1676
AVIS de bornage	1677
ANNONCES	1679

LOIS

Loi N° 65-33 du 21 décembre 1965 portant modification de la loi N° 61-1 du 2 janvier 1961 portant création de l'Office de Mise en Valeur des Souassis (1).

Au nom du Peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

L'Assemblée Nationale ayant adopté,

Promulguons la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 de la loi n° 61-1 du 2 janvier 1961 portant création de l'Office de Mise en Valeur des Souassis est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 14 décembre 1965.

« Article 2 (nouveau). — Le périmètre sur lequel l'Office est admis à exercer les attributions prévues par la présente loi comprend :

- 1) la Délégation des Souassis et Chorbane;
- 2) les Cheikhats de Melichat et Frada (Délégation de Djemmal);
- 3) les Cheikhats de M'Rabtime et de Zaouia (Délégation d'El Djem);
- 4) le Cheikhat de Sidi El Hani (Délégation de M'Saken);
- 5) une partie du Cheikhat de Knaïs (Délégation de M'Saken); comprenant le henchir Ouled Ali d'une contenance de 271 ha., la parcelle au titre foncier numéro 10.383 d'une contenance de 426 ha. 64 a 10 ca et la parcelle au titre foncier n° 10.517 d'une contenance de 1.674 ha. 65 a.

Le tout délimité sur l'extrait de carte joint à la présente loi ».

La présente loi sera publiée au *Journal Officiel de la République Tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Tunis, le 21 décembre 1965

Le Président de la République Tunisienne,

HABIB BOURGUIBA.

Loi N° 65-34 du 21 décembre 1965 portant organisation d'une loterie nationale au profit de la solidarité sociale (1).

Au nom du Peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

L'Assemblée Nationale ayant adopté,

Promulguons la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Une loterie nationale est organisée en liaison avec les courses de chevaux « le Grand Prix du Président de la République » et le Grand Prix de la Ville de Tunis ».

ART. 2. — Les billets de la loterie sont au porteur.

ART. 3. — Les lots répartis sont exempts de tous impôts. Leur montant ne pourra être inférieur à cinquante pour cent (50%) des billets émis.

ART. 4. — La loterie sera organisée, sous l'autorité du Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale, par les soins d'un Comité, dont la composition, les attributions et les règles de fonctionnement seront déterminées par décret. Ce décret fixera en outre les conditions d'organisation ainsi que les modalités de la loterie.

ART. 5. — Les opérations touchant à la loterie sont soumises au contrôle d'un Contrôleur Financier désigné par le Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale.

ART. 6. — Le produit de la loterie sera versé dans un compte courant postal ouvert au nom du Comité prévu à l'article 4 de la présente loi.

Le produit net sera versé au Trésor dans un compte intitulé « Compte du Comité National de la Solidarité Sociale » qui remplace le « Compte des recettes affectées à l'Assistance Publique ».

La présente loi sera publiée au *Journal Officiel de la République Tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Tunis, le 21 décembre 1965

Le Président de la République Tunisienne,

HABIB BOURGUIBA.

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 14 décembre 1965.